

mateurs. Cette rivalité fondamentale des deux écoles de Voltaire et de Rousseau se laissa toujours distinctement sentir, malgré leur unanime coopération active à la grande crise révolutionnaire, par la tendance caractéristique de la première à concevoir franchement la métaphysique dirigeante comme éminemment négative, et la dictature républicaine comme une indispensable mesure provisoire, dont l'institution lui fut principalement due; tandis que, aux yeux de la seconde, cette doctrine formait déjà réellement la base nécessaire d'une réorganisation directe, qu'il fallait immédiatement substituer au régime exceptionnel: en même temps, l'une avait constamment témoigné un instinct confus mais réel des conditions essentielles de la civilisation moderne, pendant que l'autre se montrait surtout préoccupée d'une vague imitation de la société antique. Après que le commun danger eut cessé de pouvoir suffisamment contenir ces inévitables divergences, l'énergique sollicitude de l'école politique poussa l'école philosophique, jusque alors prépondérante, à constater directement son impuissance organique en formulant précipitamment, pour la régénération intellectuelle et morale, une sorte de polythéisme métaphysique, dominé par l'adoration de la grande entité scolastique, et qui ne pouvait assurément obtenir aucune consistance effective: d'où résulta graduellement la mémorable catastrophe de l'énergie Danton et de l'intéressant Camille Desmoulin, en un temps où tous les triomphes se résumaient par l'impitoyable extermination des adversaires quelconques, sous les déplorables inspirations d'une doctrine qui, profondément incompatible avec toute démonstration véritable, laissait bien-

tôt prévaloir des passions sanguinaires, indiquant toujours la compression matérielle comme seul gage assuré de la convergence spirituelle, suivant la nature constante des conceptions politiques qui repoussent ou méconnaissent la division fondamentale des deux puissances élémentaires. L'ascendant décisif ainsi naturellement procuré à l'école politique, où le sincère fanatisme de quelques chefs recommandables dissimulait la facile et dangereuse hypocrisie d'un plus grand nombre de purs déclamateurs, vint bientôt prouver, à son tour, d'après l'irréfusable témoignage d'un horrible délire, que, malgré ses mystérieuses promesses, elle était encore moins apte que sa rivale à diriger convenablement une vraie réorganisation finale. C'est surtout alors que, par une inévitable aberration générale, la métaphysique révolutionnaire, sous l'absurde prépondérance du type antique radicalement méconnu, fut rapidement conduite à se montrer directement hostile aux divers éléments essentiels de la civilisation moderne, dont l'universelle influence spontanée empêchait nécessairement le libre essor d'une telle utopie rétrograde, chez les esprits même les plus accessibles à de vains entraînements systématiques. En contradiction radicale avec la solidarité nécessaire des deux mouvements, hétérogènes mais convergens, dont l'ensemble caractérise, d'après les deux chapitres précédents, l'évolution fondamentale de la sociabilité européenne depuis le moyen âge, on vit ainsi la progression négative, irrationnellement devenue organique, se tourner enfin contre la progression positive, après avoir pleinement satisfait à sa propre destination transitoire. Cette déviation décisive, sensible même pour l'évolution scientifique et l'évolution esthé-

tique, dut être surtout prononcée relativement à l'évolution industrielle, alors menacée d'une entière désorganisation, d'après une désastreuse tendance politique à détruire l'indispensable subordination élémentaire des classes laborieuses envers les véritables chefs naturels de leurs travaux journaliers, afin d'appeler la plus incapable multitude, sous l'inévitable direction des littérateurs et des avocats, à une active participation permanente au gouvernement effectif, par une abusive appréciation métaphysique du juste intérêt continu que, dans tout véritable état social, les moindres citoyens doivent nécessairement prendre, en raison de leurs talens et de leurs lumières, à la marche générale des affaires publiques. Du point de vue purement politique, la grande réaction rétrograde, que l'école révolutionnaire la plus avancée fait aujourd'hui commencer seulement à la journée thermidorienne, me paraît devoir être réellement envisagée désormais, d'après l'ensemble de notre élaboration historique, comme remontant à la célèbre tentative pour l'organisation fondamentale du déisme légal, pleinement caractérisée par une manifestation mémorable, et dont la tendance nécessaire ressortait déjà des singulières révélations qui attribuaient une sorte de mission céleste au sanguinaire déclamateur érigé en souverain pontife de cette étrange restauration religieuse. Sous ce nouvel aspect, le mouvement thermidorien, d'abord dirigé par les amis de Danton, reprend un caractère plus conforme aux saines inspirations spontanées de la raison publique; en constituant primitivement le symptôme décisif de l'inévitable décadence d'une désastreuse politique; qui, malgré la plus horrible exagération des pro-

cedés exceptionnels, ne pouvait réellement parvenir, en troublant profondément l'économie élémentaire propre à la sociabilité moderne, qu'à organiser finalement une immense rétrogradation: il reste d'ailleurs pleinement incontestable que, à la faveur de cette indispensable journée, bientôt détournée de sa destination naturelle, de sanglantes représailles furent déplorablement dirigées, à la secrète instigation du parti monarchique, contre l'ensemble du mouvement révolutionnaire. En se félicitant de voir enfin, comme il l'avait tant mérité, le grand Carnot sortir glorieusement d'une telle collision, tout vrai philosophe devra toujours y regretter spécialement la perte d'un noble jeune homme, l'éminent Saint-Just, tombé victime presque volontaire de son aveugle dévouement à un ambitieux sophiste, indigne d'une si précieuse admiration.

J'ai cru devoir ici convenablement insister sur la saine appréciation historique propre à l'ensemble de l'époque la plus décisive que pût offrir la portion jusqu'à présent accomplie de l'immense révolution au sein de laquelle nous vivons. On voit ainsi, d'une part, comment le degré républicain spontanément élevé, d'une manière beaucoup plus complète et plus énergique que n'avait d'abord pu le faire le degré constitutionnel, une sorte de programme politique vraiment fondamental, dont l'ineffaçable souvenir indiquera naturellement, jusqu'à une convenable réalisation ultérieure, la destination finale de cette crise universelle, malgré le mode essentiellement négatif sous lequel il dut alors être conçu par la métaphysique dirigeante, dont l'inévitable impuissance organique fut, d'une autre part, simultanément démontrée d'après l'é-

preuve solennelle, pleinement caractéristique quoique nécessairement passagère, de son entier ascendant politique. Quelques vains efforts qu'ait pu tenter ensuite la grande réaction rétrograde, dont je viens d'assigner la véritable origine historique, pour dissimuler totalement le premier enseignement social en laissant seulement ressortir le second, ils sont tous deux également impérissables auprès de la population européenne, aux yeux de laquelle ils tendront spontanément de plus en plus à devenir radicalement inséparables, aussitôt qu'une sage élaboration philosophique aura suffisamment fondé, sur leur combinaison permanente, l'indispensable indication générale de la marche ultérieure propre à l'ensemble, du mouvement révolutionnaire. Toutes les récriminations doctorales sur la prétendue inopportunité radicale de la régénération totale ainsi projetée par les conventionnels français, ne peuvent réellement affecter, d'après notre théorie historique, que l'insuffisance nécessaire des moyens vicieux qu'une décevante métaphysique dut conduire à y appliquer; mais elles ne sauraient nullement atteindre le besoin fondamental d'une réorganisation universelle, qui était déjà aussi incontestable, et même aussi pleinement senti par les masses, qu'il peut l'être essentiellement aujourd'hui. Rien ne doit mieux confirmer une telle appréciation que la mémorable lenteur, trop peu comprise jusqu'ici, d'un mouvement rétrograde dont l'instinct dirigeant se reconnaissait tacitement incompatible avec les plus intimes dispositions populaires, qui, par leur énergique antipathie, obligèrent ensuite à prendre tant de longs et pénibles circuits politiques pour restaurer enfin, sous un vain déguisement impérial, une monarchie qu'une

seule rapide secousse avait d'abord suffi à renverser entièrement: si tant est même que la stricte exactitude historique permette maintenant d'envisager comme véritablement rétablie une royauté qui n'a jamais pu encore passer avec sécurité de ses divers possesseurs effectifs à leurs propres successeurs domestiques, quoique une telle transmission héréditaire constitue certainement la principale différence caractéristique entre le véritable pouvoir royal et le simple pouvoir dictatorial, dès longtemps devenu, sous une forme quelconque, naturellement indispensable, suivant nos explications antérieures, à la situation transitoire des sociétés modernes.

Après la chute nécessaire du régime conventionnel, la réaction rétrograde ne se fit surtout sentir immédiatement que par le vain retour de la métaphysique constitutionnelle propre au degré initial de la crise universelle, et dont la stérile obstination tendit toujours à reproduire, autant que le permettait alors l'état général des esprits, une aveugle imitation de la constitution anglaise, caractérisée par une chimérique pondération des diverses fractions du pouvoir temporel, sous de nouvelles formes, encore plus rapprochées de ce type imaginaire, où d'irrationnelles conceptions ne cessaient de montrer la vraie réorganisation finale, malgré l'expérience primitive du peu de stabilité que pouvait comporter, en France, l'importation d'une telle anomalie politique. En même temps, suivant un inévitable contraste, des tentatives énergiques mais insensées annoncèrent déjà la déplorable tendance ultérieure du parti qui se croyait sincèrement progressif à chercher de plus en plus la solution sociale dans une

plus complète extension du mouvement négatif, que la dictature révolutionnaire avait réellement poussé jusqu'à ses plus extrêmes limites politiques, et que néanmoins on voulait aussi conduire désormais, sous les anarchiques inspirations de l'école de Rousseau, jusqu'à l'ébranlement direct des institutions élémentaires les plus indispensables à toute sociabilité humaine. Par ces deux ordres d'aberrations, tous concouraient spontanément à maintenir la position vicieusement abstraite du problème politique, indépendamment d'aucune vraie relation générale au milieu social correspondant; tous concevaient également la société indéfiniment modifiable, sans aucune impulsion propre, et dégagée de toute filiation antérieure; tous, enfin, s'accordaient à subordonner la régénération morale aux réglemens législatifs: si j'insiste sur ces caractères logiques alors communs à l'école rétrograde ou stationnaire et à l'école progressive, c'est parce qu'ils n'ont pu aujourd'hui essentiellement changer, et qu'on doit naturellement les apprécier d'une manière plus philosophique envers une situation moins actuelle, quoique d'ailleurs radicalement persistante.

Une telle fluctuation politique, toujours menaçante pour l'ordre, et néanmoins stérile pour le progrès, devait nécessairement aboutir, malgré d'énergiques répugnances populaires, au triomphe passager de l'esprit rétrograde, qui montrait spontanément la concentration monarchique comme seule propre à garantir la sécurité du développement continu des divers élémens essentiels de la sociabilité moderne, déjà pressés d'utiliser les nouvelles ressources générales que procurait désormais à leur libre essor l'irrévocable décomposition de l'ancienne

hiérarchie sociale. Dans l'état d'empirisme métaphysique où se trouve encore la philosophie politique, cette dernière épreuve était alors indispensable pour faire universellement apprécier, par une expérience décisive, l'espèce d'ordre réellement compatible avec une pleine rétrogradation, dont les promesses illusoires ne pouvaient être directement jugées par aucune discussion vraiment rationnelle. En même temps, la marche naturelle des événemens conduisait inévitablement à cette issue immédiate, en faisant de plus en plus prévaloir le pouvoir militaire, première base nécessaire de toute véritable royauté moderne, à mesure que la guerre révolutionnaire perdait son caractère essentiellement défensif, pour devenir, à son tour, éminemment offensive, sous le précieux entraînement d'une active propagation universelle de l'ébranlement fondamental, sans que cette irrésistible séduction pût d'abord céder à aucune sage appréciation, soit de l'opportunité du but, soit de l'efficacité du moyen. Tant que l'armée, pleinement nationale, était restée liée au sol natal, et n'avait pas cessé, sous l'espoir continu d'une prochaine libération, de participer directement aux émotions et aux inspirations populaires, la salutaire énergie du terrible comité avait pu y maintenir, par une infatigable activité, la plus parfaite prépondérance que les guerres modernes eussent encore offerte de l'autorité civile sur la force militaire. Mais il ne pouvait plus en être ainsi quand, dans les diverses expéditions lointaines, l'armée, devenue de plus en plus étrangère aux affaires intérieures, et prenant nécessairement, d'après un but plus spécial et moins direct, un caractère plus déterminé et moins passager, tendait graduellement à s'identifier profondément

avec ses propres chefs, au milieu de populations inconnues, en même temps que son intervention politique devait peu à peu paraître indispensable à la compression nécessaire de la stérile agitation sociale qu'entretenait un dangereux esprit métaphysique. Il était donc certainement impossible que l'ensemble d'une telle situation ne conduisît bientôt à l'installation spontanée d'une véritable dictature militaire, dont la tendance, rétrograde ou progressive, devait d'ailleurs, malgré l'influence naturelle d'une réaction passagère, dépendre beaucoup, et certainement davantage qu'en aucun autre cas historique, de la disposition personnelle de celui qui en serait honoré, parmi tant d'illustres généraux que la défense révolutionnaire avait suscités. Par une fatalité à jamais déplorable, cette inévitable suprématie, à laquelle le grand Hoche semblait d'abord si heureusement destiné, échut à un homme presque étranger à la France, issu d'une civilisation arriérée, et spécialement animé, sous la secrète impulsion d'une nature superstitieuse, d'une admiration involontaire pour l'ancienne hiérarchie sociale; tandis que l'immense ambition dont il était dévoré ne se trouvait réellement en harmonie, malgré son vaste charlatanisme caractéristique, avec aucune éminente supériorité mentale, sauf celle relative à un incontestable talent pour la guerre, bien plus lié, surtout de nos jours, à l'énergie morale qu'à la force intellectuelle.

On ne saurait aujourd'hui rappeler un tel nom sans se souvenir que de vils flatteurs et d'ignorans enthousiastes ont osé longtemps comparer à Charlemagne un souverain qui, à tous égards, fut aussi en arrière de son siècle que l'admirable type du moyen âge avait été en

avant du sien. Quoique toute appréciation personnelle doive rester essentiellement étrangère à la nature et à la destination de notre analyse historique, chaque vrai philosophe doit, à mon gré, regarder maintenant comme un irréusable devoir social de signaler convenablement à la raison publique la dangereuse aberration qui, sous la mensongère exposition d'une presse aussi coupable qu'égarée, pousse aujourd'hui l'ensemble de l'école révolutionnaire à s'efforcer, par un funeste aveuglement, de réhabiliter la mémoire, d'abord si justement abhorrée, de celui qui organisa, de la manière la plus désastreuse, la plus intense rétrogradation politique dont l'humanité dut jamais gémir. D'après les explications précédentes, personne assurément ne saurait croire que je prétende ici blâmer l'avènement d'une dictature non moins indispensable qu'inévitable; mais je voudrais flétrir, avec toute l'énergie philosophique dont je suis susceptible, l'usage profondément pernicieux qu'en fit un chef alors naturellement investi d'une puissance matérielle et d'une confiance morale qu'aucun autre législateur moderne n'a pu réunir au même degré. L'état général de l'esprit humain ne permettait point, sans doute, à son immense autocratie de diriger immédiatement la réorganisation finale de l'élite de l'humanité, faute d'une indispensable élaboration philosophique encore inaccomplie; mais son action rationnelle aurait pu y appliquer convenablement les hautes intelligences, et y disposer simultanément la masse des populations, au lieu d'écartier les unes et de détourner les autres par une activité radicalement perturbatrice de tous les grands effets sociaux que la dictature purement révolutionnaire

avait déjà glorieusement ébauchés, autant que l'avait comporté l'inévitable prépondérance d'une métaphysique essentiellement négative. Si le prétendu génie politique de Bonaparte avait été vraiment éminent, ce chef ne se serait point abandonné à son aversion trop exclusive envers la grande crise républicaine, où il ne savait voir, à la suite des plus vulgaires déclamateurs rétrogrades, que la facile démonstration de l'impuissance organique propre à la seule philosophie qui avait pu y présider : il n'y aurait pas entièrement méconnu d'énergiques tendances vers une régénération fondamentale, dont les conditions nécessaires s'y étaient certainement manifestées d'une manière non moins irrécusable pour tous les hommes d'état dignement placés, même par le seul instinct, au véritable point de vue général de la sociabilité moderne, qui n'eût point échappé, sans doute, dans cette lumineuse position, à Richelieu, à Cromwell, ou à Frédéric. On n'a d'ailleurs aucun besoin de prouver que son autorité réelle eût ainsi acquis, avec une aussi pleine intensité, une stabilité beaucoup plus grande, en même temps que sa mémoire eût été assurée d'une éternelle et unanime consécration, quoiqu'il dût alors entièrement renoncer à la puérile fondation d'une nouvelle tribu royale. Mais, à vrai dire, toute sa nature intellectuelle et morale était profondément incompatible avec la seule pensée d'une irrévocable extinction de l'antique système théologique et militaire, hors duquel il ne pouvait rien concevoir, sans toutefois en comprendre suffisamment l'esprit ni les conditions; comme le témoignèrent tant de graves contradictions dans la marche générale de sa politique rétrograde, surtout en ce qui concerne la res-

tauration religieuse, où, suivant la tendance habituelle du vulgaire des rois, il prétendit si vainement allier toujours la considération à la servilité, en s'efforçant de ranimer des pouvoirs qui, par leur essence, ne sauraient jamais rester franchement subalternes.

Le développement continu d'une immense activité guerrière constituait, à tout prix, le fondement nécessaire de cette désastreuse domination, qui, pour le rétablissement éphémère d'un régime radicalement antipathique au milieu social correspondant, devait surtout exploiter, par une stimulation incessamment renouvelée, soit les vices généraux de l'humanité, soit les imperfections spéciales de notre caractère national, et principalement une vanité exagérée, qui, loin d'être soigneusement réglée d'après une sage opposition, fut alors, au contraire, directement excitée jusqu'à la production fréquente des plus irrationnelles illusions, suivant des moyens d'ailleurs empruntés, comme tout le reste de ce prétendu système, aux usages les plus discrédités de l'ancienne monarchie. Sans un état de guerre très-actif, en effet, le ridicule le plus incisif aurait certainement suffi pour faire prompte et pleine justice de l'étrange restauration nobiliaire et sacerdotale tentée par Bonaparte, tant elle était profondément contradictoire à l'état réel des mœurs et des opinions; la France n'aurait pu être réduite, par aucune autre voie, à cette longue et honteuse oppression, où la moindre réclamation générale était aussitôt étouffée comme un acte de trahison nationale concerté avec l'étranger; l'armée, qui, pendant la crise républicaine, avait été constamment animée d'un si noble esprit patriotique, n'aurait pu être autre-

ment amenée, d'après l'essor exorbitant des ambitions personnelles, à une tendance tyrannique envers les citoyens, désormais réduits à se consoler vainement du despotisme et de la misère par la puérole satisfaction de voir l'empire français s'étendre de Hambourg à Rome. Enfin, quant à l'influence morale, on n'a point encore dignement compris que la Convention, élevant le peuple sans le corrompre, avait irrévocablement terminé la décomposition chronique de l'ancienne hiérarchie sociale, tout en consolidant néanmoins, chez les moindres classes, le respect de chacun pour sa propre condition, suivant l'attrait universel d'une noble activité politique, tendant spontanément à contenir partout la disposition au déplacement privé, en honorant et améliorant les plus inférieures positions : c'est surtout sous la domination guerrière de Bonaparte que le généreux sentiment primitif de l'égalité révolutionnaire subit cette immorale déviation qui devait associer directement la plus active portion de notre population à un désastreux système de rétrogradation politique, en lui offrant, comme prix de sa coopération permanente, l'Europe à piller et à opprimer; on doit certainement ainsi expliquer le principal développement direct d'une corruption générale déterminée, en germe, par l'ensemble de la désorganisation sociale, et dont nous recueillons aujourd'hui les tristes fruits. Mais il serait aussi superflu que pénible de s'arrêter ici davantage sur cette malheureuse époque, autrement que pour y noter sommairement les graves enseignemens politiques qu'elle nous a si chèrement procurés. Le premier de tous consiste assurément dans l'irréfusable démonstration de la douloureuse versatilité poli-

tique qui devait caractériser l'absence de toute véritable doctrine, depuis que les convictions révolutionnaires, seules pleinement actives de nos jours, avaient été nécessairement ébranlées, chez la plupart des esprits, d'après la déplorable expérience propre à la dernière partie de la grande crise républicaine. Sans cette inévitable influence mentale, la politique rétrograde de Bonaparte aurait évidemment manqué à la fois d'instrumens et d'appuis, chez une population qui n'aurait pu autrement laisser tenter la folle et coupable résurrection du régime que son énergique antipathie avait si récemment abattu. La hontense apostasie de tant d'indignes républicains, et l'entraînement insensé des masses désintéressées, durent alors marquer profondément la fragilité désormais inhérente à toutes les convictions uniquement fondées sur une métaphysique purement négative, qui avait déjà cessé d'être en suffisante harmonie, intellectuelle ou sociale, avec l'ensemble de la situation révolutionnaire. On doit, en second lieu, remarquer, dans l'épreuve vraiment décisive tentée à cette époque, l'indispensable fondement que la guerre active et permanente y fournissait nécessairement au système de rétrogradation, qui n'aurait pu autrement obtenir alors aucune telle consistance temporaire, comme je l'ai ci-dessus signalé. Cette incontestable appréciation historique indique certainement combien serait à la fois chimérique et perturbatrice une politique ainsi obligée à l'accomplissement continu d'une condition fondamentale devenue de plus en plus antipathique à l'ensemble de la civilisation moderne, et souvent même secrètement repoussée désormais par l'instinct involontaire des plus

zeîs partisans des projets insensés dont elle devrait former la base générale. Il faut y voir aussi, en sens inverse, l'immédiate condamnation philosophique de la déplorable aberration qui, d'après l'absence actuelle de toute véritable doctrine politique, a depuis entraîné trop souvent l'école révolutionnaire, malgré d'insuffisantes intentions progressives, dans le seul intérêt de ses passions fugitives, à préconiser et même à solliciter l'état de guerre, qui constitue cependant l'unique chance sérieuse, quoique éphémère, qui pût rester désormais aux tendances rétrogrades. Enfin, il importe beaucoup de signaler spécialement, au sujet de cette domination guerrière, le nouveau sophisme général, à la fois spontané et systématique, d'après lequel l'esprit militaire, avant de s'effacer irrévocablement, y fut conduit à rendre un hommage involontaire à la nature éminemment pacifique de la sociabilité moderne, en s'efforçant toujours d'y représenter la guerre comme un moyen fondamental de civilisation, par un chimérique rajeunissement de l'antique politique romaine, dont la destination sociale avait évidemment reçu, quinze siècles auparavant, selon notre théorie historique, une pleine réalisation, nécessairement impossible à renouveler dans tout le reste de l'évolution humaine. Une telle illusion politique avait dû être assurément fort naturelle, et même d'abord inévitable, à l'issue immédiate de la défense révolutionnaire, qui suscitait spontanément une irrésistible impulsion à l'active propagation universelle des principes français; quoique une saine appréciation philosophique, alors malheureusement impossible, eût sans doute déjà conseillé, à tous égards, de se borner à la

simple garantie nationale, en laissant à des voies plus douces et plus efficaces l'indispensable extension graduelle d'un mouvement essentiellement européen, et en n'admettant que le juste degré d'invasion provisoire qu'exigeait l'entière efficacité de l'opération défensive, ainsi que je l'ai indiqué ci-dessus. Mais au moins cette aberration spontanée, malgré ses graves conséquences pour l'ensemble de la grande république occidentale, était primitivement très-sincère, soit dans l'armée, soit dans la nation; et, par suite, elle devait être beaucoup moins funeste à l'extérieur: tandis que, pendant les guerres impériales, l'inqualifiable prétention d'accélérer le progrès social par le pillage et l'oppression de l'Europe, sous l'intronisation successive d'une étrange famille, ne pouvait plus exercer aucune séduction sérieuse, sinon chez de purs déclamateurs politiques, dont les vaines conceptions conservent aujourd'hui une fâcheuse influence sur la rehabilitation passagère de ce système rétrograde. Leur appréciation sophistique ne saurait offrir aucun autre fondement spécieux que la réaction nécessaire suivant laquelle cette déplorable déviation, comme l'eût fait également une invasion de barbares, devait naturellement provoquer, par l'active sollicitude des gouvernemens eux-mêmes, l'éveil universel d'un principe d'indépendance et de liberté, plus ou moins identique à celui de notre révolution, dont le germe essentiel était, comme nous l'avons reconnu, déjà déposé dans tout ce vaste territoire propre à l'élite de l'humanité, la France n'ayant pu avoir, à cet égard, d'autre privilège décisif que celui d'une indispensable initiative: tel est certainement le seul mode réel d'après lequel la

tyrannie impériale ait dû indirectement concourir, contre les desseins de son chef, à la régénération de l'Europe. Tandis que Paris comprimé était honteusement réduit à chercher un aliment à son activité caractéristique dans les misérables rivalités des comédiens et des versificateurs, par une étrange vicissitude, aujourd'hui trop oubliée, et qu'on eût, peu d'années auparavant, jugée à jamais impossible, Cadix, Berlin, et même Vienne retentissaient, à leur tour, de chants énergiques et de patriotiques acclamations, provoquant partout à de généreuses insurrections nationales contre une intolérable domination, au temps même où notre bel hymne révolutionnaire était chez nous l'objet d'une ombrageuse inquisition. Mais, sauf cette inévitable réaction, dont la postérité ne saura certes aucun gré au système qui l'a indirectement déterminée, il est évident que l'ensemble de la politique impériale, bien loin d'avoir réellement propagé l'influence française, fut, de toute nécessité, directement contraire à un tel résultat, en stimulant les peuples à s'unir aux rois pour repousser l'oppression étrangère, et en détruisant la sympathie et l'admiration que notre initiative révolutionnaire et notre défense populaire avaient universellement inspirées à nos concitoyens occidentaux, chez lesquels cette immense aberration guerrière a laissé encore envers nous quelques funestes préventions, soigneusement entretenues, malgré l'heureuse prolongation d'une paix indispensable, par les diverses fractions européennes de l'école et du parti rétrogrades.

Il serait évidemment superflu d'expliquer ici comment, après une sanglante prépondérance, également désastreuse, à tous égards, pour la France et pour l'Europe,

ce régime, fondé sur la guerre, tomba trop tard par une suite naturelle de la guerre elle-même, quand la résistance fut partout devenue suffisamment populaire, tandis que l'attaqué se dépopularisait essentiellement. Quels que soient aujourd'hui les efforts, coupables ou insensés, d'une fallacieuse exposition, dont le succès momentané prouve combien l'absence de toute véritable doctrine facilite maintenant les plus audacieux mensonges, la postérité ne méconnaîtra point la mémorable satisfaction avec laquelle cette chute indispensable fut immédiatement accueillie par l'ensemble de la France, qui, outre sa misère et son oppression intérieures, était lasse enfin de se voir condamnée à toujours craindre, suivant une irrésistible alternative, ou la honte de ses armes, ou la défaite de ses plus chers principes. Cette grande catastrophe ne devra finalement laisser à la nation française d'autre éternel regret, que de n'y avoir pris qu'une part trop passive et trop tardive, au lieu de prévenir un dénouement funeste par une énergique insurrection populaire contre la tyrannie rétrograde, avant que notre territoire eût pu subir, à son tour, l'opprobre d'une invasion que notre déplorable torpeur rendit seule alors inévitable. La forme honteuse de cet indispensable renversement a constitué depuis l'unique base sur laquelle il soit devenu possible d'établir, avec une sorte de succès passager, une spécieuse solidarité entre notre propre gloire nationale et la mémoire individuelle de celui qui, plus nuisible à l'ensemble de l'humanité qu'aucun autre personnage historique, fut toujours spécialement le plus dangereux ennemi d'une révolution dont une étrange aberration a quelquefois conduit à le proclamer le principal représentant.

D'après la contradiction radicale qui existait nécessairement entre la propre élévation de Bonaparte et l'esprit monarchique qu'il avait tenté de restaurer, les habitudes politiques contractées sous son influence devaient, à sa chute, faciliter spontanément le retour provisoire des héritiers naturels de l'ancienne royauté française, qui furent accueillis, sans confiance mais sans crainte, chez une nation dont le seul vœu prononcé consistait alors à voir simultanément cesser, à tout prix, la guerre et la tyrannie, et d'abord même disposée à penser que cette famille comprendrait aussi, comme tout le monde le sentait en France, l'intime liaison politique qui avait dû régner entre le système de conquête et le régime de rétrogradation, tous deux également détestés. Mais, croyant voir, au contraire, un symptôme de haute adhésion populaire à leur vaine utopie monarchique dans une réintégration qu'ils ne devaient, à tous égards, qu'à Bonaparte, et où le peuple était resté essentiellement passif, ces nouveaux organes de l'action centrale tendirent aussitôt à reprendre follement la politique rétrograde du pouvoir déchu, en la concevant, de toute nécessité, radicalement privée désormais de l'activité guerrière à laquelle ils attribuaient sa décadence, et qui avait, en réalité, constitué la principale base indispensable de son succès temporaire. Quand cette illusion fondamentale fut suffisamment développée, la nation aurait été, sans doute, promptement préservée des tracaseries et des perturbations qui en devaient résulter, en laissant seulement agir une ancienne rivalité domestique, si le désastreux retour épisodique de Bonaparte ne fût venu compliquer gravement la situation, en met-

tant de nouveau l'Europe en garde contre la France, de manière toutefois à n'aboutir, après son irrévocable expulsion, qu'à retarder de quinze ans, au prix d'immenses sacrifices passagers, une substitution de personnes devenue évidemment inévitable.

Cette dernière période a répandu, sur l'ensemble de la position révolutionnaire, une nouvelle lumière, qu'il importe d'apprécier sommairement. Sans regarder le grand problème organique comme aucunement résolu, et sans renoncer entièrement à sa solution ultérieure, la nation française était alors assez désabusée, d'après une expérience décisive, des hautes espérances de régénération sociale qu'elle avait d'abord attachées au triomphe universel de la politique métaphysique, pour ne s'occuper essentiellement désormais que de réaliser l'heureuse influence de l'état de paix sur le développement continu de l'évolution industrielle, à laquelle l'ébranlement initial avait imprimé une accélération capitale, dont la guerre avait auparavant entravé la manifestation permanente. Aussi, quoique l'absence d'une véritable doctrine ne permit point une meilleure direction, la France ne prit-elle habituellement qu'un intérêt passif et secondaire aux stériles discussions constitutionnelles qui durent, à cette époque, marquer le réveil officiel de l'esprit révolutionnaire, et qui tendaient à fonder la réorganisation finale sur une troisième tentative d'imitation générale du régime parlementaire propre à l'Angleterre, et auquel les débris du système impérial semblaient avoir préparé enfin une sorte d'élément aristocratique susceptible d'une consistance apparente. Mais, à défaut d'une saine théorie, cette nouvelle épreuve,

plus prolongée, plus paisible, et, par suite, plus décisive qu'aucune des précédentes, tendit bientôt à faire irrévocablement ressortir le caractère anti-historique et anti-national d'une telle utopie politique, profondément antipathique à un milieu social où, depuis la fin du moyen âge, l'ensemble du passé avait toujours développé la décadence spéciale de l'aristocratie, en concentrant graduellement autour de la seule royauté tous les restes quelconques de l'ancienne organisation. Sous un actif ascendant aristocratique, le pouvoir royal était essentiellement réduit, en Angleterre, à une vaste sinécure accordée au chef nominal de l'oligarchie britannique, avec une puissance réelle peu supérieure à celle des doges vénitiens, malgré la vaine décoration d'une hérédité monarchique. En France, au contraire, l'instinct royal devait profondément répugner à une telle dégradation de l'élément prépondérant d'un régime qu'on prétendait seulement modifier quand on l'annulait radicalement, suivant la formule, triviale mais énergique, employée par Bonaparte, à son avènement dictatorial, pour repousser une semblable mystification métaphysique. Ainsi réduite à sa partie purement négative, faute de bases réelles pour la partie vraiment positive, l'irrationalité imitation du type anglais ne pouvait, en effet, aboutir qu'à l'irrévocable neutralisation de la royauté; et ce résultat nécessaire devenait alors d'autant plus décisif que, par la nouvelle forme d'une telle institution, l'adhésion monarchique y semblait spécialement volontaire. C'est là surtout qu'il faut placer, dans l'histoire générale de la transition moderne, la dissolution directe de la grande dictature temporelle où nous avons vu, au

cinquante-cinquième chapitre, partout converger, sous diverses formes, l'ensemble du mouvement de décomposition politique. Depuis le commencement de la crise révolutionnaire, cette dictature, élaborée par Louis XI et complétée par Richelieu, avait été essentiellement maintenue, au plus haut degré d'énergie politique, d'abord avec un caractère progressif par la Convention, et ensuite dans un esprit rétrograde par Bonaparte, qui en dut être réellement le dernier organe. Mais, au temps que nous considérons, elle se résout enfin en un antagonisme permanent entre l'action politique centrale, que cette nouvelle royauté représente imparfaitement, et l'action locale ou partielle, émanée d'une assemblée plus ou moins populaire; l'unité de direction disparaît alors sous le tiraillement régulier de ces deux forces opposées, dont chacune tend à s'assurer une prépondérance désormais impossible jusqu'à ce qu'une convenable terminaison de l'anarchie spirituelle vienne permettre enfin une véritable organisation temporelle; Bonaparte lui-même eût alors subi cette inévitable conséquence de la situation générale, comme l'indique directement la transformation forcée qui caractérisa son retour éphémère. Une appréciation plus spéciale commence d'ailleurs à montrer l'inévitable abaissement du pouvoir royal marqué, d'une manière plus directe et plus distincte, dans la nouvelle existence générale, historiquement trop peu comprise, du pouvoir ministériel proprement dit, qui, après en avoir été, sous la seconde phase moderne, une émanation facultative, en devenait maintenant une substitution continue, dont l'action tendait de plus en plus à une pleine indépendance réelle envers la royauté, ainsi graduellement rapprochée de la

nullité anglaise; cette sorte d'abdication spontanée devait, au reste, immédiatement aboutir à augmenter la dispersion politique, qui semblait par-là érigée en principe irrévocable.

Hors des vains débats constitutionnels propres à cette époque, se poursuivait nécessairement la lutte générale entre l'instinct progressif et la résistance rétrograde, à la faveur même de ce régime métaphysique, qui, malgré son éternité officielle, ne pouvait être regardé que comme une transition précaire chez les divers partis actifs qui s'y disputaient une suprématie impossible. A certains égards, cette coexistence contradictoire de deux politiques incompatibles maintenait, sans doute, le caractère essentiel de la situation fondamentale antérieure à la crise révolutionnaire, mais avec cette différence capitale que l'école progressive avait hautement marqué son but final, quoique d'une manière purement négative, en même temps qu'elle avait ainsi constaté sa propre impuissance organique; tandis que l'école rétrograde, éclairée, à sa manière, par la même expérience, avait été naturellement conduite à mieux concevoir qu'auparavant l'ensemble des conditions d'existence relatives au régime dont elle entreprenait la chimérique restauration. C'est alors que se trouve pleinement établi le déplorable dualisme social que j'ai complètement décrit au quarante-sixième chapitre, où nous avons vu les deux sentimens également indispensables de l'ordre et du progrès entretenus désormais, d'une manière également insuffisante, par l'inévitable conflit de deux doctrines antipathiques, sous la vaine interposition officielle d'un parti stationnaire, empruntant à chacune d'elles des principes qui se neutrali-

saient mutuellement, surtout quand il tentait de concilier la suprématie légale du catholicisme avec une vraie liberté religieuse. En renvoyant le lecteur à cette appréciation fondamentale d'une situation qui a dû jusqu'à présent persister essentiellement, je rappellerai seulement ici que cette stérile et dangereuse oscillation nous a paru principalement caractérisée, sous le rapport moral, d'après l'extension nécessaire d'une corruption systématique sans laquelle une telle anarchie empêcherait toute action réelle, et, sous le rapport politique, d'après l'entière prépondérance permanente des littérateurs et des avocats, ainsi devenus, chez tous les partis, les directeurs naturels d'une lutte de plus en plus dégagée de toutes convictions profondes. Quoiqu'on ait alors tenté d'ériger, en l'honneur de l'entité politique vainement décorée du nom de *loi*, une sorte de culte métaphysique, qui ne pouvait, au fond, aboutir qu'à consacrer l'universelle domination des légistes, l'absence de véritables principes sociaux se manifeste, plus complètement encore que dans les périodes précédentes, par cette déplorable fécondité réglementaire qui distingue nécessairement les temps où, faute de notions vraiment fondamentales, on est conduit, pour éviter un arbitraire indéfini, à l'incohérente accumulation d'une multitude presque illimitée de décisions particulières, d'ailleurs le plus souvent impuissantes à atteindre convenablement les réalités. C'est ainsi que, malgré l'insuffisante codification présidée par Bonaparte, la dispersion des idées politiques est rapidement parvenue à ce degré caractéristique où, comme le témoigne notre triste expérience journalière, les plus habiles jurisconsultes, après avoir consumé leurs veilles

à l'étude des décisions légales, ne peuvent presque jamais convenir, en chaque cas déterminé, de ce qui constitue effectivement la légalité, profondément dissimulée sous l'obscur assemblage d'une foule de dispositions spéciales, dont aucun juriste ne peut même se flatter aujourd'hui d'avoir acquis une pleine connaissance totale.

Avec quelque homogénéité logique que dût être alors coordonnée, suivant l'explication précédente, l'action rétrograde que nous considérons dans son extrême effort politique, j'ai déjà signalé, au quarante-sixième chapitre, les in conséquences nécessaires qui, même abstraitement, la condamnaient à une nullité caractéristique. Sous l'aspect historique, la plus décisive de ces contradictions fondamentales consistait assurément, comme je l'ai ci-dessus indiqué, à combiner le système de rétrogradation politique avec un état de paix continu, de manière à priver radicalement une telle marche des seules influences permanentes qui lui eussent procuré, sous la direction de Bonaparte, un succès temporaire. Cette incohérence capitale était d'autant plus significative qu'elle constituait spontanément une suite insurmontable de l'ensemble de la situation sociale; puisque le maintien de la paix était, au fond, l'unique mérite essentiel qui, malgré de vaines stimulations, déterminât la nation française à supporter suffisamment une telle domination provisoire, dont les dangers ne purent longtemps lui paraître assez sérieux pour compromettre, par son renversement prématuré, une tranquillité extérieure et intérieure féconde en progrès matériels et même intellectuels. On doit surtout attribuer au sentiment instinctif de cette in conséquence

décisive l'espèce d'indifférence dédaigneuse qu'inspirait alors à la masse de la population une politique rétrograde, antipathique à ses plus énergiques tendances, mais dont l'inanité radicale était ainsi confusément reconnue. L'ensemble de notre théorie historique de l'évolution moderne nous dispense d'ailleurs évidemment de nous arrêter ici aux graves incohérences intérieures qui, malgré les efforts de ses coordinateurs abstraits, devaient neutraliser mutuellement les divers éléments de cette étrange politique, par une sorte de reproduction spontanée, sur une moindre échelle, et suivant un cours beaucoup plus rapide, des mêmes dissidences essentielles d'où nous avons vu, au cinquante-cinquième chapitre, résulter graduellement, pendant les cinq siècles de la transition moderne, la décomposition révolutionnaire de l'ancien système politique, soit d'après l'opposition fondamentale entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, soit même en vertu de la lutte de la royauté avec l'aristocratie; double conflit caractéristique, dont les diverses fractions de l'école rétrograde donnèrent alors, à la France et à l'Europe, la rassurante imitation. Toutefois, il n'est pas inutile de remarquer, comme pouvant faire spécialement ressortir la nature des principaux besoins propres à notre situation sociale, l'ascendant habituel que dut prendre, dans une telle politique, la réorganisation spirituelle, directement érigée en base indispensable du plan général de rétrogradation, sous la suprême influence d'une dangereuse corporation, préalablement rétablie pour cette unique destination. A ce titre, ainsi qu'à tout autre, cette dernière tentative ne pouvait, sans doute, conduire qu'à la reproduction accélérée de l'inévitable avortement

propre à une pareille marche pendant les trois siècles antérieurs : la compagnie tristement fameuse qui s'en rendit l'organe naturel ne put alors que joindre à la haine insurmontable qu'elle avait jadis inspirée le plus irréversible mépris, justement acquis désormais à une congrégation où la plus ignoble hypocrisie dispensait si souvent de mérite et même de moralité. Néanmoins, cette façon de procéder constitue, à sa manière, un premier symptôme politique de la prépondérance directe que devait maintenant obtenir de plus en plus le besoin fondamental de la réorganisation spirituelle, depuis que l'impuissance organique de la métaphysique négative avait suffisamment prouvé l'impossibilité actuelle de toute réorganisation temporelle qui n'aurait pas été convenablement précédée d'une régénération intellectuelle et morale : ce sentiment ne pouvait, en effet, exister habituellement chez l'école rétrograde, sans tendre nécessairement à se propager aussi peu à peu, avec une efficacité plus décisive, chez l'école progressive elle-même, par une suite naturelle de leur antagonisme fondamental.

Quand cette vaine réaction eut enfin pris une attitude sérieusement menaçante pour l'ensemble du grand mouvement révolutionnaire, une seule secousse décisive, détruisant rapidement, sans aucune opposition réelle, une politique essentiellement dépourvue de toutes racines populaires, suffit à démontrer, aux plus aveugles observateurs, que la chute de Bonaparte, loin d'être simplement due à l'unique amour de la paix, était également résultée de l'aversion universellement inspirée par la rétrogradation tyrannique qui était devenue le but déplorable d'une inévitable dictature. La forme effective

du dénouement impérial ayant dû naturellement laisser, à cet égard, ainsi que je l'ai noté ci-dessus, une équivoque fondamentale, qu'il importait de dissiper à jamais, cette énergique manifestation était certainement indispensable, dans l'état présent de la philosophie politique, pour faire dignement comprendre que le besoin du progrès social n'était pas moins fondamental, aux yeux de la nation française, premier organe spontané de la république européenne, que le besoin de l'ordre et celui de la paix, déjà spécialement signalés, l'un à l'avènement, l'autre au déclin, du régime de Bonaparte. Cette démonstration nécessaire doit être, ce me semble, historiquement envisagée comme destinée à marquer enfin le terme irrévocable de la grande réaction rétrograde, immédiatement commencée à l'institution du déisme légal de Robespierre, complètement développée sous la tyrannie de Bonaparte, et aveuglément prolongée par ses faibles successeurs. Depuis cet indispensable enseignement, la nation française est demeurée essentiellement inaccessible à de fréquentes tentatives d'une agitation politique toujours dépourvue jusqu'ici de toute véritable intention organique, et ne pouvant aboutir qu'à de vaines substitutions de personnes, où l'ordre serait gravement compromis sans aucun profit pour le progrès. Quoique le caractère purement provisoire, propre à l'ensemble de la situation révolutionnaire, soit ainsi devenu plus profondément appréciable que sous aucun des modes antérieurs, la population a dû, en général, sauf d'inévitables manifestations, dès lors, il est vrai, plus répétées, du besoin fondamental de régénération sociale, reprendre paisiblement le cours naturel de son évolu-

tion industrielle, dont l'exclusive prépondérance, malgré ses graves dangers moraux, doit spontanément résulter de l'absence prolongée de toute éminente activité politique, jusqu'à une convenable élaboration de la vraie réorganisation spirituelle.

Cette dernière transformation préparatoire se distingue principalement des précédentes par une sorte de renonciation volontaire, implicite mais irrécusable, du régime officiel à l'établissement régulier d'aucun ordre intellectuel et moral : devenue directement matérielle, la politique y prétend rester indépendante des doctrines et des sentimens, et reposer désormais sur la seule considération active des intérêts proprement dits. Une aversion instinctive pour les aberrations qui venaient de perdre le système royal, vainement obstiné à poursuivre, en sens rétrograde, la réorganisation spirituelle, a dû naturellement inspirer une telle tendance empirique, dans un milieu où l'état des idées ne saurait permettre aux hommes politiques de concevoir, d'une manière vraiment progressive, cette indispensable réorganisation. En même temps, la difficulté croissante de maintenir suffisamment l'ordre matériel, au milieu de l'anarchie mentale et morale, ainsi directement livrée désormais à son libre essor spontané, a dû maintenir habituellement cette nouvelle disposition, en produisant un état continu d'imminente préoccupation politique, qui détournerait le pouvoir de toute autre inquiétude moins immédiate, quand même il serait sérieusement accessible à aucune considération étrangère à la conservation, de plus en plus pénible, de sa propre existence, dès lors incessamment menacée, non-seulement par des agita-

tions exceptionnelles devenues plus fréquentes, mais surtout par le jeu régulier des divers élémens d'un régime contradictoire. C'est ainsi que s'est enfin trouvé provisoirement réalisé, autant que le comportent les tendances générales de la société moderne, l'étrange type politique propre à la philosophie négative, qui avait si longtemps demandé un système réduisant le pouvoir à de simples fonctions répressives, sans aucune attribution directrice, et abandonnant à une libre concurrence privée toute active poursuite de la régénération intellectuelle et morale. Mais, après son entière installation, ce dernier régime provisoire est radicalement méconnu de ceux-là même qui en avaient été d'avance les plus zélés admirateurs spéculatifs, parce qu'ils y ont vu s'évanouir aussitôt les irrationnelles espérances de réformation sociale qu'ils en avaient aveuglément conçues, et qui ont fait place à la triste conviction expérimentale qu'une telle politique matérielle nécessite aujourd'hui la plus vaste extension permanente d'une corruption organisée, à défaut de laquelle la décomposition deviendrait imminente, sous l'essor presque illimité des ambitions perturbatrices, et d'où résulte nécessairement l'accroissement continu des plus onéreuses dépenses publiques, comme indispensable condition pratique d'un régime surtout vanté pour sa nature éminemment économique.

Sans examiner ici davantage les divers caractères essentiels propres à une situation déjà spécialement analysée, à tous égards, dans la leçon préliminaire du tome quatrième, il nous suffit de les avoir ainsi directement rattachés à l'ensemble de notre appréciation historique.

Toutefois, afin de compléter réellement l'explication cidessus indiquée sur la désorganisation décisive de la grande dictature temporelle, il importe de considérer, d'une manière distincte quoique sommaire, la nouvelle situation générale d'un pouvoir central auquel la précision du langage philosophique ne permet guère d'appliquer désormais l'ancienne qualification de royauté, depuis que tous les prestiges monarchiques ont irrévocablement disparu avec les croyances qui les consacraient, et lorsque d'ailleurs le cours naturel des événements, pendant le dernier demi-siècle, a dû rendre fort problématique, en France, la vaine hérédité légale d'une fonction qui n'y saurait jamais dégénérer en une simple sinécure anglaise, et qui, par suite, y exigera toujours une véritable capacité personnelle, dont la transmission domestique est peu vraisemblable. Il serait d'ailleurs superflu de s'arrêter ici aucunement à l'irréfusable confirmation que notre dernière commotion politique a spontanément fournie pour l'inanité radicale des imitations métaphysiques du régime transitoire propre à l'Angleterre, d'après l'évidente subalternité parlementaire à laquelle s'est ainsi trouvé réduit un prétendu élément aristocratique d'origine impériale ou royale. Mais il faut, au contraire, soigneusement noter les nouveaux empiétements généraux de l'assemblée législative sur le pouvoir qu'une habitude invétérée conduit encore à qualifier de royal, malgré qu'il ait déjà perdu sans retour tous les principaux attributs historiquement rappelés par une telle dénomination politique. Ces usurpations caractéristiques consistent d'abord dans l'initiative directe constitutionnellement accordée à chacun des membres de cette législature, et

surtout dans la tendance permanente, encore plus décisive, quoique moins légale, qui les pousse tous, au milieu de leurs vains dissentiments habituels, à l'annulation directe de l'autorité centrale, en lui imposant les organes qu'elle doit employer, de manière à empêcher l'exercice le plus légitime de son indispensable spontanéité. Sous cette double influence, il est clair que le centre d'action, désormais privé de toute stabilité réelle, se trouve successivement transporté chez chacun des personnages qui parviennent, tour à tour, à obtenir, par des moyens plus ou moins éphémères, un ascendant parlementaire, si rarement attaché à une vraie capacité politique, d'après l'irrationnelle nature d'une assemblée où doivent nécessairement dominer aujourd'hui les vues empiriques et partielles avec les passions dispersives, sauf les cas exceptionnels où l'imminence d'un grave danger commun vient y permettre une véritable unité passagère. On doit aussi remarquer que les ministres même du pouvoir central, ainsi devenus presque indépendans de la puissance royale, tendraient bientôt à déterminer son entière élimination graduelle, sans plus d'embarras que les anciens maires du palais, quoique d'une tout autre manière, si notre milieu social n'empêchait spontanément une telle usurpation, soit par la propre fragilité de ces suprêmes agens, soit surtout par l'absence nécessaire de tout éminent dessein politique dans cette situation provisoire du grand mouvement révolutionnaire. Toutefois, malgré ces périls continus, l'action royale, habilement exercée, et sagement réduite à son indispensable office actuel pour le maintien matériel d'un ordre public souvent compromis, finit par obtenir suffisamment, sous l'adhésion spontanée

d'une masse essentiellement étrangère à de vaines agitations parlementaires, un véritable ascendant habituel, en vertu de sa constance et de sa concentration, sur les vues incolérentes de tant d'ambitions contradictoires, qu'auraient aisément de nouvelles décompositions du pouvoir et de fréquentes mutations personnelles, dont l'influence continue, en dissipant toute crainte sérieuse d'empiètement ministériel, tend d'ailleurs évidemment à l'augmentation rapide de la déplorable dispersion politique qui caractérise une société désormais dépourvue de toute vraie direction permanente, tant que durera l'interrègne intellectuel et moral.

Dans cette étrange situation temporaire, il ne nous reste plus à considérer que le résultat général de la renonciation implicite du régime officiel à toute prétention sérieuse sur la réorganisation spirituelle, pour laquelle il a volontairement reconnu son inaptitude radicale, comme je l'ai ci-dessus expliqué. Or, cette incompétence, tacitement avouée, livre nécessairement la puissance intellectuelle et morale à quiconque veut et peut s'en saisir passagèrement, sans aucune garantie normale d'une vraie vocation personnelle relativement aux plus importants et aux plus difficiles problèmes dont la pensée humaine puisse être jamais préoccupée : d'où suit habituellement, beaucoup plus que sous tous les autres modes antérieurs, la domination spirituelle du journalisme, naturellement échue aujourd'hui à de purs littérateurs, ordinairement impropres, soit en eux-mêmes, soit surtout par l'ensemble de leur éducation, à sentir suffisamment ce qui constitue la saine élaboration rationnelle d'une question quelconque, fit-ce envers les plus simples sujets de spé-

culatation positive, et dès lors nécessairement disposés, même avec les plus loyales intentions politiques, à faire trop souvent dégénérer l'appréciation philosophique des principales difficultés sociales en un stérile appel à des passions qu'il faudrait, au contraire, presque toujours calmer. Sous le déplorable ascendant de sectes éphémères, dont la vaine succession deviendra bientôt aussi rapide que celle des ministères parlementaires, ce pouvoir, inconstitutionnel mais irrécusable, a dû malheureusement rester jusqu'ici, chez l'école progressive ou révolutionnaire, essentiellement consacré, sauf d'inévitables intrigues personnelles, à l'active propagation continue de conceptions éminemment anarchiques, liant la réorganisation finale à une profonde perturbation des conditions élémentaires les plus indispensables à la sociabilité moderne, d'après des inspirations constamment empruntées, d'une manière plus ou moins explicite, au déisme légal de Rousseau et de Robespierre, spontanément érigé en fondement nécessaire de la régénération humaine. Dans une situation radicalement désordonnée, où les plus énergiques stimulations poussent incessamment aux plus difficiles spéculations les intelligences les moins préparées, sans aucun principe réel propre à contenir les divagations spontanées, on doit certes peu s'étonner ni que les plus absurdes utopies obtiennent momentanément un dangereux crédit, ni qu'une critique dissolvante tende à la funeste déconsidération de toute autorité quelconque, suivant les explications fondamentales du quarante-sixième chapitre, auquel je dois ici me borner, à cet égard, à renvoyer spécialement le lecteur attentif. J'y ajouterai seulement, pour compléter cette appréciation